

RWANDA PRELUDE A UN NOUVEL EXODE DANS LA ZONE TURQUOISE

A dix jours du départ des Français, des milliers de Hutus ont repris la route vers le Zaïre. Un cortège qui atteint déjà des dizaines de kilomètres, malgré les tentatives des soldats français ou ghanéens de dissuader les candidats à l'exil.

C Gikongoro, envoyé spécial
e sont des gens de parole. Depuis longtemps ils répètent qu'ils partiront avant l'évacuation des Français. Dans l'après-midi de samedi, ils ont donc commencé à partir vers la frontière zaïroise. Des centaines de personnes, puis des milliers, puis des dizaines de milliers en entraînent et en entraînent d'autres. La circulation, très dense dans les deux sens aux abords du Cyangugu, très mince aux abords de Gikongoro, le long de la route qui traverse d'ouest en est la zone Turquoise, s'en trouve bouleversée. Les familles vont toutes dans le même sens, vers le Zaïre. Les plus nombreux à prendre la route démarrent de Gikongoro. Ils ont le plus long chemin à parcourir pour parvenir à la frontière.

Gikongoro, surpeuplé depuis le début de l'été, s'étale en un immense marché, un immense campement, une im-

Deux cents Rwandais hutus tués au Burundi

P rès de 200 Rwandais, tous hutus, réfugiés au Burundi, ont été tués depuis le début de la guerre civile au Rwanda par des hommes armés non identifiés, ont annoncé hier plusieurs organismes humanitaires basés à Ngozi, au nord du Burundi. Un Français d'origine nicaraguayenne, Jose Lopez Herrera, 36 ans, a aussi été tué samedi à Kirundo. Représentant du HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), il a été abattu ainsi qu'un soldat en civil alors qu'il recevait l'administrateur de Kirundo, manifestement la cible de l'agression. « Il y a trois semaines, 47 Hutus, réfugiés au camp de transit de Mparamirundi, frontalier avec le Rwanda, ont été rassemblés en plein jour dans une église et tués par des hommes armés », a témoigné un des responsables de Médecins sans frontières. « 50 Rwandais, tous hutus, ont été tués le long de la route, à proximité du camp de transit de Kaboré », a rapporté de son côté le HCR à Ngozi. Le 11 mai, une centaine de réfugiés rwandais avaient été assassinés, à Kiri a appelé le HCR.

Malgré ces exactions, l'afflux de Rwandais, tous hutus, au Burundi se poursuit, au rythme de près de 2 000 arrivées par jour depuis le 8 août dans les camps de transit. Avec plus de 53 000 réfugiés, le camp de Magara, excède de 4 000 personnes sa capacité d'accueil prévue.

D'après AFP

mense cantine, qui recouvrent la colline. En début d'après-midi, les premières camionnettes s'élancent dans les virages qui descendent vers la forêt, se frayant une route à coups de klaxon pour écarter les marcheurs. Aucune opération militaire n'a précédé leur fuite. Aucune rumeur alarmiste non plus ne les accompagne. L'atmosphère ne respire pas la psychose.

Sur la place, des Casques bleus ghanéens, fraîchement débarqués pour remplacer peu à peu les Français, tentent de gêner le passage dans les rues avec des véhicules et de discuter avec les gens. Des orateurs essaient de raisonner autour d'attroupements attentifs. « Mais il n'y a rien à faire », reconnaît l'un d'eux. « Une mine d'or n'arrêterait pas ceux qui décident de s'en aller. »

Bien sûr, les jours précédents, une nouvelle rumeur a couru sur les exactions attribuées au Front patriotique rwandais (à majorité tutsi). La veille, près du village de Ntendezi, un homme serait mort tué par des hommes du FPR. Pourtant à l'examen, l'homme est mort de maladie. En contrebais de Gikongoro, une dame témoigne d'une tentative d'assassinat au couteau sur son mari. Elle accuse elle aussi le FPR devant des journalistes. Possible, car des miliciens de Butaré se sont déjà infiltrés dans la zone Turquoise, mais peu probable tout de même. Le FPR attend son heure pour faire un ménage en grand, comme il l'a fait sur le territoire qu'il contrôle déjà. Il n'a guère intérêt à perturber les négociations en cours qui doivent permettre son entrée dans la zone encore tenue par les Français. Personne cependant ne part dans la précipitation. Simplement, ils se mettent en marche ce samedi, à dix jours du retrait annoncé des Français.

Des cyclistes chargés comme des mules, des fillettes aussi. Des pâtes, la pipe à la bouche, des cabas en bandoulière, poussent paisiblement vaches et chèvres. Des femmes tirent leurs gamins. Des forgerons traînent leurs forges essouffées sur des brouettes. Des sacs de toile, de jute, de sport, de plastique, des cabas, des cartons, des valises. Tout le monde porte son lot sur la tête. Les plus riches, les hommes, montent dans les bennes. Quelques gentlemen offrent le passage à leur dame. Le cortège s'épaissit dans les villages, s'effile entre les champs de thé. Parfois on prend trois ou quatre personnes sur la banquette arrière de la voiture.

Ils disent, imperturbables: « Nous partons parce que les Inkotanyis vont

nous tuer. » Les Inkotanyis, ce sont les combattants FPR. On leur demande pourquoi, ce qui s'est passé dans leurs villages, s'ils se sentent coupables pour les massacres dont les Tutsis ont été victimes. Ils répondent que non, que « les Inkotanyis vont les tuer parce qu'ils veulent tous les tuer ». Plus rarement, l'un d'eux répond: « Nous partons parce que les Interahawes vont nous tuer. » Les Interahawes est le nom qu'on donne aux miliciens de l'ancien régime, auteurs des massacres de Tutsis, et qui poussent à l'exode en répandant les rumeurs.

A peu près 8 000 nouveaux réfugiés, reconnaissables à leur barda et aux enfants, ont franchi la frontière samedi, probablement 12 000 dans la journée de dimanche. Le commandement français s'appuie sur ces chiffres pour minimiser le mouvement de panique et nier que l'exode ait commencé, comme l'annoncent les organisations non gouvernementales, MSF en tête, et le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Aucun « mouvement de panique » ni exode vers le Zaïre n'a encore été observé, estiment les soldats français. Les militaires ont raison. Pour le moment, personne ne peut parler de panique. Rien de comparable encore avec les scènes d'épuisement de la route de Goma. Pas de cadavres dans les fossés, pas de fantômes, seulement des gens qui marchent lentement. Mais ils sont déjà des milliers sur les 160 kilomètres qui séparent Gikongoro de Bukavu. Et quand on demandé où ils vont, ils répondent tous: « Vers le Zaïre. » On leur demande s'ils savent ce qui les attend au Zaïre. Ils répondent qu'ils savent qu'il n'y a rien à manger pour eux au Zaïre. D'ailleurs ils n'ont pas tous décidé de traverser la rivière. Ils disent seulement: « Nous allons vers le Zaïre, nous verrons sur la route. »

Les patrouilles et les convois de camions militaires français sillonnent la route et les pistes transversales, pour se montrer surtout. Les Casques bleus ghanéens et sénégalais déjà sur place plongent aussi dans le bain. Des convois de 4 X 4 blancs au sigle de l'ONU commencent à déferler en provenance de Kigali. L'administration militaire de Butaré, la ville la plus proche en zone FPR, a invité des délégations de fonctionnaires de Gikongoro, et y a envoyé des émissaires. La radio zaïroise multiplie les appels au calme. Rien n'y fait. Bukavu, qui abrite déjà 300 000 réfugiés, montre des signes d'asphyxie.

Jean HATZELD



Les Hutus prisonniers du FPR détenus dans la prison de Kibungo. Selon le nouveau pouvoir, nombre d'entre eux auraient avoué des centaines de meurtres.

Dominic Comanville/AFR

Des notables hutus sous Des fonctionnaires de l'ancien gouvernement, qu avec l'armée française pour stabiliser les réfugiés

Cyangugu, envoyé spécial

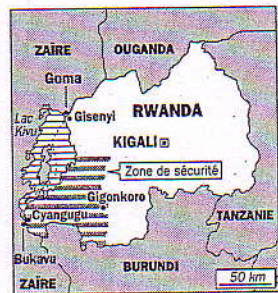
D ès l'aube, au volant de sa camionnette, Théodore Munyangabe sillonne les pistes de la zone Turquoise. Ancien haut fonctionnaire, il était sous-préfet à Cyangugu. Père de six enfants, ce Hutu âgé de 40 ans natif de la colline de Gafino était heureux de son sort. En avril, lors des premières tueries, il a, dit-il, refusé de sortir la machette pour accompagner les tueurs hutus à la chasse aux Tutsis.

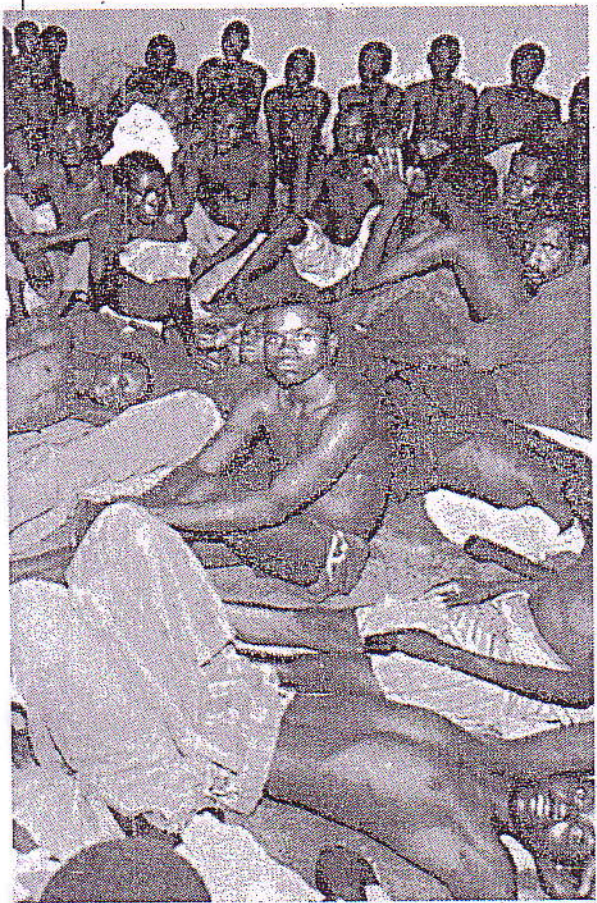
Le 22 juillet, lorsque l'administration de Cyangugu s'est exilée au Zaïre sous la pression de l'armée gouvernementale en déroute, il a décidé de rester. « Toute ma vie est dans ces collines. Je ne me voyais pas dans un camp au Zaïre. » Lors de leur retraite, au passage, des militaires de l'armée rwandaise saccagèrent sa maison, comme ils dévastaient celle de Faustine Twagiramungu, le nou-

veau Premier ministre du gouvernement de Kigali, un Hutu lui aussi, natif de la colline voisine de Gishoma. A l'endemain de ce pillage, Théodor s'installe dans une maison qui borde la route de l'aéroport, où campe l'armée française.

Il constate tous les jours des pillages: « Après l'argent des banques, les stocks de magasins, les machines outils de usines, les engins agricoles emmenés par la troupe de l'ancien régime, de bandes de pillards se sont attaqués à cuivre des transformateurs électrique aux robinets de la centrale des eaux aux toitures des entrepôts, aux photocopieuses et aux pupitres d'école. J'ai vu le jour où plus une chaise et plus un clou ne resterait dans ce pays si peu somme ne réagissait », raconte-t-il, constate aussi que d'autres notables ont refusé l'exil. Justin Napoléon Nibilly bourgmestre de Kamembé, n'a pas obéi aux instructions de l'ex-gouvernement. Pas plus qu'Augustin Tyiza, major d'gendarmes, Théobald Rwaka, sous-recteur de la cimenterie Timerwa, l'abbé Amatus Mategeko...

Avec ces notables hutus aux ambitions diverses, il crée un « comité préfectoral intérimaire » le 30 juillet et demande d'urgence au colonel Hogard, commandant des troupes françaises de la région: « Il nous fallait un relais pour passer nos messages dans la population. L'arrivée de Munyangabe a été une taine », reconnaît le colonel. « C'est homme courageux. J'ai vérifié que s





la houlette des Français

ont refusé de se joindre aux tueries, travaillent dans la zone Turquoise et évitent l'exode au Zaïre.

comité avait les mains propres et j'ai décidé de les aider. Nous leur fournissons du matériel, des avantages en nature. Nous les accompagnons avec des véhicules militaires pour qu'ils bénéficient de notre aura et nous les protégeons.»

Lors de ses tournées, Théodore Munyangabe ne se contente plus de palabrer pour tenter de mettre fin aux déplacements vers le Zaïre: «J'identifie ceux qui n'ont pas participé aux massacres pour leur confier des fonctions administratives», explique-t-il. Il a ainsi trouvé un nouveau chef pour la perception de Nyakaguye et recruté deux médecins pour l'hôpital public de Kamembé. Samedi, à Bugarama, la gendarmerie a rouvert ses portes, avec 25 recrues, des anciens militaires triés par le comité et armés par les Français. La prison de Cyanguu, elle, a refermé les siennes sur de nouveaux pensionnaires. Cet embryon d'administration connaît d'inévitables cafouillages. A la prison, après un dépouillage d'enquêtes, les Légionnaires confient des dizaines de pileurs aux nouveaux matons. A peine les Français retournés à leur cantine, les prisonniers récupèrent les clés auprès des gardiens terrorisés et se font la belle. «Le succès de ce comité, et de tous les comités locaux qui se montent derrière, est vital pour gagner la course de vitesse dans laquelle nous sommes engagés», estime le colonel Hogard. «Il peut nous aider à communiquer avec la population dans cette période cruciale. Il

peut aussi aider la Minuar (la force de l'ONU qui doit relayer les troupes françaises à partir du 22 août, ndr) à s'implanter plus rapidement dans la zone. A plus long terme, il peut même aider à une entrée en douceur de l'administration de Kigali dans le pays, si le FPR en comprend le sens, bien sûr.»

Théodore Munyangabe ne s'illusionne pas sur son image auprès des partisans de l'ex-gouvernement: «Tous les jours, des amis ou des anciens employés qui reviennent de Bukavu (au Zaïre) me mettent en garde, et des miliciens (hutus) me menacent. Je sais que l'ancienne administration a décidé de me faire la peau. En ville aussi, les gens me traitent de collabo et d'agent du FPR. Mais sur les collines, vous entendrez un autre son de cloche. Les paysans me connaissent. Moins de la moitié se sont "déplacés", et ils sont les seuls à travailler dans le pays.» Du reste, dans la cour de sa maison, les groupes de gens qui attendent un entretien avec le sous-préfet attestent de son autorité.

Les desseins du FPR l'inquiètent: «Je n'ignore pas les rumeurs très alarmistes qui circulent. Je ne sais si je serai tête de liste des condamnés, comme sous-préfet de l'ancien régime ou comme ami des Français, ou si je serai le prochain préfet. Je suis prêt à continuer, à me démettre, comme à m'en aller. Si je me sens menacé ou si il m'est demandé de participer à une chasse aux sorcières, je m'enfuierai au Zaïre.» J.H.

PROCHE-ORIENT

Entre le roi Hussein et Arafat, une rivalité sans partage

Le souverain hachémite, qui sait son royaume menacé à terme par la création d'un Etat palestinien, tente de prendre de vitesse le chef de l'OLP en se rapprochant d'Israël. Il pourrait se rendre vendredi à Jérusalem.

Amman, envoyé spécial

Affalé sur une chaise en plastique, il sirote lentement son verre de thé. «Tout cela nous dépasse. Ce n'est pas nous qui prenons les décisions», dit-il en haussant les épaules, quand on l'interroge sur la lune de miel entre Israéliens et Jordaniens. Les autres membres de son club sportif approuvent. Ils ont entendu le prince héritier Hassan s'exprimer publiquement en hébreu. Ils ont vu le roi Hussein accueillir sur son yacht le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin. Ces Israéliens, qu'on leur présentait depuis 1948 comme des ennemis implacables, sont soudainement traités en hôtes de marque. Ces gestes spectaculaires suscitent chez eux l'indifférence, plus que la critique: les Palestiniens du camp de réfugiés de Wihdat, en Jordanie, ont toujours été tiraillés entre leurs sympathies pour l'OLP de Yasser Arafat et leur sujétion au roi Hussein. Aujourd'hui, quel que soit le côté vers lequel ils se tournent, la paix s'impose à eux.

Seule l'évocation d'El Qods, Jérusalem, les fait sortir de leur torpeur. Dans la déclaration signée le 25 juillet à Washington, le roi Hussein s'est vu reconnaître des droits historiques sur l'Esplanade des mosquées, troisième lieu saint de l'islam. «C'est comme si vous donniez la tour Eiffel aux Allemands, s'écrie-t-on dans la salle. El-Qods n'appartient qu'à l'Autorité nationale palestinienne (que préside Yasser Arafat).» Le roi Hussein, qui a récemment payé de sa poche la couverture en or pur du Dôme du rocher, répète que l'autorité qu'il exerce sur les waqf, les biens religieux, ne porte pas atteinte à la souveraineté palestinienne sur la ville sainte.

Depuis 1988, tous les autres liens administratifs qui unissaient encore son royaume à la Cisjordanie sont rompus. Dès le début de l'Intifada, la révolte des pierres, le monarque avait pris acte de la volonté de ses anciens vassaux palestiniens d'assumer seuls leur destin. Mais ces derniers le soupçonnent à nouveau de nourrir des visées sur leur territoire, qu'avait annexé son grand-père, le roi Abdallah, il y a quarante-quatre ans. «Il ne cherche pas seulement à se réconcilier avec Israël mais également à nous avaler», accuse un professeur d'université palestinien d'Amman. Il en veut pour preuve l'insistance de Hussein à aller prier à la mosquée al-Aqsa, son survol à deux reprises du Dôme du rocher aux commandes de son avion, sa volonté de s'ériger également en protecteur du caveau des Patriarches à Hébron, où 32 fidèles musulmans ont été tués par un colon juif en février dernier.

Le monarque jordanien pourrait se rendre à Hébron et à Jérusalem très prochainement. Il pourrait même, dit-on, visiter Jérusalem-dés vendredi prochain. Il donnera à sa visite, promet-il, un caractère strictement privé

et religieux. Ce sera le gardien des lieux saints, le descendant du Prophète, et non le chef d'Etat, qui viendra se mêler à la foule des fidèles. Mais la signification politique d'un tel acte n'échappe à personne. «En effectuant ce voyage, le roi cherche à renforcer son influence sur le terrain», analyse un ancien ministre, familier du palais. Il prendra une nouvelle fois Yasser Arafat de vitesse. Alors que les autorités israéliennes font tout pour retarder la venue du dirigeant de l'OLP dans leur capitale, elles se disent prêtes à accueillir à bras ouverts le souverain hachémite.

Ce dernier conserve des partisans en Cisjordanie, essentiellement parmi les grandes familles palestiniennes, les Nashashibi à Jérusalem, les Tamimi à Hébron, les Masri à Naplouse. Cette poignée de notables constitue à peine un lobby et encore moins un parti politique. Mais en cas d'échec de l'Autorité nationale palestinienne d'Arafat, cette mouvance pourrait prendre de l'ampleur. «Le roi va susciter une liste projordanienne lors des élections dans les territoires occupés», prédit un célèbre journaliste jordanien. Face à cette offensive, pour l'instant plus virtuelle que réelle, Yasser Arafat a répliqué en ordonnant, fin juillet, la fermeture d'en-Nahar, un quotidien palestinien qui affichait des positions favorables à la Jordanie. Mais la mesure s'est retournée contre lui. Les journalistes palestiniens, appuyés par les associations de droits de l'homme et les partis d'opposition, ont aussitôt dénoncé cette atteinte à la liberté de la presse. «Si nous voulions lancer un journal en Jordanie, il serait aussitôt interdit, se défend-on dans l'entourage de Yasser Arafat. Le roi Hussein nous livre une véritable guerre. Tous les coups sont permis.»

Entre les deux hommes, le feu couve depuis des mois. Le monarque n'a pas pardonné au dirigeant palestinien ses négociations secrètes avec l'Etat hébreu. Tandis qu'un véritable marché commun se dessinait entre Israël et les territoires autonomes, Yasser Arafat a refusé d'entériner un accord économique avec le royaume hachémite. Lors de son retour triomphal à Gaza et à Jéricho, il a soigneusement évité de passer par Amman. En revanche, il ne manque aucune occasion de s'afficher aux côtés du président Hosni Moubarak au Caire. «Lors de la conférence de Madrid, nous avons accueilli les Palestiniens dans notre délégation afin de leur permettre de participer aux pourparlers de paix. Arafat nous a récompensés en s'alliant à l'Egypte contre nous», déclare Fahd el-Faneq, un économiste proche du prince Hassan.

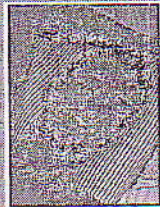
Cette rivalité a même failli provoquer une crise financière grave, début juillet. Yasser Arafat revendique avec insistance le droit de battre monnaie. Mais le roi Hussein ne veut à aucun prix d'une banque centrale palestinienne. Les billets frappés à son effigie continuent de circuler dans les ter-

ritoires occupés de Cisjordanie, aux côtés du shekel israélien. Des hommes d'affaires, liés à l'OLP, ont commencé à échanger leurs dinars jordaniens contre des dollars. «C'était en fait un coup de semonce politique, affirme un diplomate. Yasser Arafat voulait punir la Jordanie pour toutes les brimades qu'elle lui avait fait subir.» Inquiets, de nombreux habitants ont suivi le mouvement. Le royaume a dû liquider les deux tiers de ses réserves en devises, soit près de 400 millions de dollars, pour soutenir sa monnaie.

Le souverain sait que son trône sera tôt ou tard menacé par la création d'un Etat palestinien. Plus de 60% de ses sujets sont des Palestiniens, originaires de la rive ouest du Jourdain. Ils pourraient à nouveau se tourner vers Yasser Arafat en cas de tension dans le royaume. Comme en septembre 1970, quand les affrontements entre la Légion arabe de Hussein et les fedayin de l'OLP avaient fait des milliers de morts. Aujourd'hui encore, la population d'origine bédouine se réserve les principaux postes dans l'administration et dans l'armée. Elle craint de perdre ses privilèges et milite pour le départ des réfugiés palestiniens. Yasser Arafat a révélé récemment qu'il avait proposé au roi Hussein de prendre la tête d'une confédération. «Les Palestiniens disposeraient alors d'un Etat et demi», estime un journaliste jordanien, expliquant pourquoi le roi ne veut de cette formule à aucun prix. «Il préférerait un système fédéral, à condition, bien sûr, qu'il en soit le pivot. S'il veut empêcher Yasser Arafat de dicter sa loi chez lui, il n'a pas d'autre choix que d'exercer un rôle déterminant dans les territoires occupés.»

Christophe BOLTANSKI

DECouvrez
NOS NOUVELLES
STARS



Retrouvez les textes
écrits en lettres
SCOTT se dessinera
pour vous.

JUNLEVE
Soyez plus, ils seront moins